

Socialistes, voix multiples en quête de sens

PARTIS Après Crombez, Magnette projette le « tournant » à gauche

- ▶ Harangues et analyses fusent parmi les socialistes sur la façon de relancer la cause à gauche face au libéralisme dominant.
- ▶ John Crombez samedi, Paul Magnette aujourd'hui.
- ▶ Débat !

Faisant écho au message de John Crombez adressé aux socialistes, samedi dans ces colonnes, les appelant à négocier un « tournant », à « se radicaliser », à franchir les bornes de leur « famille » européenne traditionnelle, divisée, impuissante à faire contrepoids face aux politiques libérales dominantes, la publication de la carte blanche de Paul Magnette nourrit le débat, grand ouvert désormais, sur le sort de la gauche démocratique européenne. Et en son sein, celui du PS et du SP.A singulièrement.

Un débat ? Un chaudron. Ça fuse dans un joyeux désordre (avec sa part de risque), ça ne fait que commencer, on présume. Les

voilà tous en quête de nouveaux « modèles » de développement, pour le moins de propositions « alternatives » à même de remobiliser les « progressistes ». Une quête, compliquée.

Pensez à l'intervention de Marc Goblet, Thierry Bodson et Jean-Pascal Labille, mercredi dernier dans *Le Soir*, au nom de la FGTB et des Mutualités, où les deux composantes de l'Action commune ont tenu à remettre soudainement à l'agenda la réduction du temps de travail et la globalisation des revenus, deux thématiques négligées. Voyez aussi les propos du même Jean-Pascal Labille, samedi dans le Grand Oral RTBF-Le Soir, exaltant là toujours la recherche de politiques « alternatives », jugeant que « la société civile vit plus, crée plus, dynamise plus que les partis »...

Bonjour le PS ! Elio Di Rupo a dû apprécier, conscient de la pièce qui se joue, en réalité du tour de force qui l'attend après un an dans l'opposition au fédéral : passer de l'esprit « Seize » à un autre ayant trait à la refondation à gauche. Deux mondes, croit-on. Reste que, samedi à Louvain-la-Neuve, le président du PS clôturait le « chantier des idées » voué

à l'environnement en projetant ce qu'il appelait « le passage de l'Etat-providence à l'Etat social écologique ». On est dans le ton. Celui d'un débat au grand-angle.

Où, pour ajouter à l'ambiance, l'on reparle même – dans *La Libre Belgique* samedi – d'un possible congrès des fédérations wallonnes du PS, pour revigorer les options régionalistes (sur Télé-Bruxelles, Laurette Onkelinx a, elle, réduit la Communauté française à l'état de « coupole »), peut-être en collision avec les impératifs de l'unité francophone face à la Flandre. A suivre.

En attendant, s'agissant de l'avenir de la gauche, Paul Magnette croit à la synthèse « entre la social-démocratie et les gauches dites radicales », mais prévient : « La gauche européenne doit oser ce débat, en y associant les forces syndicales, mutualistes et associatives. Il passera inévitablement par de grands affrontements et de grandes divisions, comme la gauche en a connu dans le passé à chacune de ses grandes mutations. » On avait cru comprendre. ■

DAVID COPPI

la carte blanche de Paul Magnette

La grande transformation de la gauche européenne

Quelques jours seulement après avoir pris la tête du Labour, Jeremy Corbyn a choisi, pour préserver l'unité de son parti, de multiplier les concessions et gestes d'apaisement à l'égard de ceux qui craignent que la radicalité de son propos ne condamne la gauche britannique à un long exil dans l'opposition. Qu'il ait, en particu-

lier, réaffirmé son soutien à l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, tout en rejetant fermement le dogme austéritaire porté par les institutions européennes, est une clarification de la plus grande importance. Par ce geste, Corbyn évite la tentation du splendide isolement, et renforce le camp de ceux qui pensent que les politiques ac-

tuellement suivies par l'UE ne sont pas une fatalité, mais l'expression d'un choix politique qui peut être contré.

L'enjeu est essentiel pour l'Europe, il l'est aussi pour la gauche. Corbyn vient en effet de parcourir en quelques jours le trajet accompli par Syriza ou Podemos au cours des derniers mois. Ces deux partis, qui forment la pointe

avancée d'une nouvelle gauche européenne, à la fois ferme dans son discours et ouverte aux négociations et compromis que sup-

pose l'exercice du pouvoir, ont en effet été traversés eux aussi de débats entre partisans d'une ligne dure, préférant l'ivresse de la pureté idéologique aux concessions, et défenseurs d'une attitude que l'on ne peut qualifier que de réformiste.

Ce mouvement, qui n'en est qu'à ses commencements, remet en question l'opposition, un peu simpliste mais largement colportée, entre une social-démocratie essoufflée et un nouveau radicalisme.

Depuis la victoire de Podemos dans plusieurs

grandes villes espagnoles, et celle de Syriza lors des dernières législatives, on assiste plutôt à une tripartition de la gauche européenne. Entre la social-démocratie historique et les gauches dites radicales, qui sont généralement issues de partis d'extrême gauche aux racines anciennes et refusent d'exercer le pouvoir, émerge une nouvelle gauche qui n'est irréductible à aucune de ces deux formes historiques.

Il s'agit là pour la gauche réformiste d'un défi majeur. L'exemple français montre, après le naufrage du blairisme, que la tentative de régénérer la gauche en la trempant dans un bain d'inspiration libérale ne fait que l'éloigner un peu plus de sa base populaire traditionnelle, et fait le lit des popu-

lismes. Si Jeremy Corbyn confirme sa nouvelle

ligne, il pourra prétendre prendre la tête d'une gauche européenne qui non seulement tourne-

ra définitivement la page du blairisme mais cherchera à se régénérer en renouant avec cette nouvelle gauche dont elle partage à la fois les valeurs et la base sociale.

Les réformistes sincères ne devraient rien craindre de cette autre « troisième voie », bien au contraire. Nous qui sommes attachés à l'héritage du socialisme européen, avons au moins trois

choses à apprendre de ces mouvements. Ils nous démontrent d'abord que l'on peut allier un idéal européen fort et un rejet ferme des politiques européennes actuelles, et réunir derrière cette synthèse une vaste majorité sociale. Ils nous enseignent ensuite que rien n'affaiblit plus la gauche que son assimilation au monde des élites ordinaires, et qu'être socialiste est autant une morale, comme disait Jaurès, qu'une politique. Ils nous rappellent enfin que nos modes d'organisation, issus du temps de la « démocratie des partis », sont largement dépassés par les évolutions sociologiques et technologiques récentes, et que nous avons l'impérieux devoir de réinventer des modes de mobilisation et de participation civique plus conformes aux attentes d'une époque qui, toute virtuelle qu'elle soit, aspire à inventer de nouvelles formes de sociabilité. De ce point de vue, nos liens avec les milieux syndicaux, mutuellistes et associatifs, et nos sections locales, que d'aucuns voient comme des archaïsmes, consti-

tuent au contraire un atout essentiel pour réenraciner la gauche dans les « mondes véreux ».

Il y a bientôt un demi-siècle, à la fin des golden sixties, la gauche réformiste est passée largement à côté d'une transformation sociologique majeure, celle que les mouvements sociaux et écologiques de mai 68 ont incarnée.

Avec le recul, cet échec apparaît en grande partie responsable de notre incapacité à apporter de vraies réponses aux défis posés par la crise du keynésianisme dans les années 1970 et 1980. Il nous appartient de ne pas commettre à nouveau cette erreur, en invitant les nouvelles gauches à débattre, et en nouant une alliance avec celles qui reconnaissent que le rejet de l'idéal européen ne procure qu'un soulagement passager, et qui ont l'audace d'exercer le pouvoir, avec tout ce que cela suppose de concessions, de compromis, de débats et de pédagogie. La gauche européenne doit oser ce débat, en y associant les forces syndicales, mutuellistes et associatives. Il passera inévitablement par de grands affrontements et de grandes divisions, comme la gauche en a connu dans le passé à chacune de ses grandes mutations. Mais c'est de ces confrontations fécondes que naissent les nouvelles synthèses, et les alliances sociales et politiques qui lui permettent de peser sur le cours des choses. ■

« On peut allier un idéal européen fort et un rejet ferme des politiques européennes actuelles »

Le PS ose une mise au vert

ANALYSE

Le démarrage a peut-être été un peu lent, mais on y est. L'environnement, le climat, le développement durable feront désormais partie intégrante de notre façon de travailler. Ils seront intégrés dans toutes nos politiques. Pas question d'en faire un chapitre à la fin d'un bouquin ! » Le président du parti socialiste a sonné samedi le ralliement de ses troupes à « une transition éco-sociale ». Sans cacher la complexité du problème et « l'immensité des mesures à prendre ». Forgé dans le creuset des luttes sociales, le PS réactualise son discours en s'inspirant de réflexions menées depuis un moment chez des scientifiques, des économistes alternatifs, des associations, des partis verts. Mais il promet : son écologie ne sera pas celle des écologistes. « Assez de l'écologie qui accuse, on veut une écologie qui protège. Qui rend heureux. »

« Les combats environnementaux et sociaux peuvent mutuellement se renforcer », dit Elio Di Rupo. Concrètement ? Tout reste à faire. Il lance bien quelques idées : investir dans la réduction significative de la consommation d'énergie, restaurer le rôle de l'Etat, encourager les citoyens à investir dans les renouvelables, « réfléchir à consommer autrement et moins ». Dans la *Libre*, la cheffe de file des socialistes bruxellois, Laurette Onkelinx, propose de supprimer le système des voitures de société.

Changer le logiciel

Mais ce n'est pas seulement le discours mais tout le logiciel socialiste qu'il faudra mettre à jour. Et produire des actes. Car quand on est aussi profondément ancré dans le système (politique, économique, social...), il n'est pas évident de plaider pour un changement d'épuration imposant de réfléchir hors système. Crédible ?

Les mauvaises langues soupçonneront un virage tactique. Elles noteront que l'environnement et le développement durable ne figurent pas parmi les priorités du gouvernement bruxellois, que le PS dirige. Que l'une des premières décisions de

l'exécutif wallon (que le PS dirige) fut de réduire les objectifs en matière de renouvelables. Qu'en son sein, tous les ministres PS sont loin d'être convaincus par l'écologie et le développement durable. Qu'au niveau local, tous les élus PS n'ont pas la même approche que leur président. Qu'on attend toujours le verdissement de la fiscalité automobile à Bruxelles et au sud du pays. Qu'on attend la stratégie « développement durable » de la Wallonie. Que sur la chasse, l'agriculture, l'aménagement du territoire, les socialistes ne se sont pas montrés très verts. Qu'en dépit d'annonces, le PS manie encore sans discernement de vieux outils comme la référence au PIB et à la « croissance ». Et qu'il est facile d'attendre d'être dans l'opposition pour proposer la suppression des avantages accordés aux voitures de société...

Le PS promet de faire taire les mauvaises langues. A voir. Ce n'est pas la première fois qu'il mâtime son idéologie d'un zeste de développement durable. Ceux qui lui laisseront le bénéfice du doute seront les premiers à lui reprocher son immobilisme. ■

MICHEL DE MUELENAERE